

ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΕΝ ΑΘΗΝΑΙΣ ΤΗ 24 ΜΑΡΤΙΟΥ 1979 | ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟΝ | ΑΡΙΘΜΟΣ ΦΥΛΛΟΥ 59

ΑΠΟΦΑΣΕΙΣ

Περὶ ἐγκρίσεως: 1) τοῦ Πρακτικοῦ τῆς 3ης Συνόδου τῆς Μικτῆς Ἑλληνοϊταλικῆς Ἐπιτροπῆς γιὰ τὴ μεταφορὰ ἐμπορευμάτων ὁδικῶς, ποὺ ὑπογράφηκε στὴ Ρώμη στὶς 18 Μαΐου 1974, 2) τοῦ Πρακτικοῦ τῆς 4ης Συνόδου τῆς Μικτῆς Ἑλληνοϊταλικῆς Ἐπιτροπῆς γιὰ τὴ μεταφορὰ ἐμπορευμάτων ὁδικῶς, ποὺ ὑπογράφηκε στὴν Ἀθήνα στὶς 9 Ἰουλίου 1977, 3) τοῦ Πρακτικοῦ τῆς 5ης Συνόδου τῆς Μικτῆς Ἑλληνοϊταλικῆς Ἐπιτροπῆς γιὰ τὴ μεταφορὰ ἐμπορευμάτων ὁδικῶς, ποὺ ὑπογράφηκε στὴ Ρώμη στὶς 17 Φεβρουαρίου 1978.

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ
ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ, ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΩΝ ΚΑΙ ΣΥΓΚΟΙΝΩΝΙΩΝ

Ἔχοντας ὑπόψη: 1) τὴ διάταξη τῆς παραγρ. 2 τοῦ ἄρθρου 21, τῆς Συμφωνίας γιὰ τὴ μεταφορὰ ἐμπορευμάτων ὁδικῶς Ἑλλάδος–Ἰταλίας, ποὺ ὑπογράφηκε στὴν Ἀθήνα στὶς 27 Ὀκτωβρίου 1966 καὶ κυρώθηκε μὲ τὸν ὑπ' ἀριθ. 574/1968 Ἀναγκαστικὸ Νόμο, ποὺ δημοσιεύθηκε στὸ ὑπ' ἀριθ. 229 φύλλο τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως τεῦχος Α' τῆς 28ης Σεπτεμβρίου 1968, μὲ τὴν ὁποία συνιστᾶται Μικτὴ Ἐπιτροπή,

2) τὸ περιεχόμενο τῶν ὑπὸ ἔγκριση Πρακτικῶν, ἀποφασίζουμε:

Ἐγκρίνουμε ὡς ἔχουν καὶ στὸ σύνολό τους: τὰ Πρακτικὰ τῆς 3ης, 4ης καὶ 5ης Συνόδου τῆς Μικτῆς Ἑλληνοϊταλικῆς Ἐπιτροπῆς γιὰ τὴ μεταφορὰ ἐμπορευμάτων ὁδικῶς, ποὺ ὑπογράφηκαν στὴ Ρώμη στὶς 18 Μαΐου 1974, στὴν Ἀθήνα στὶς 9 Ἰουλίου 1977 καὶ στὴ Ρώμη στὶς 17 Φεβρουαρίου 1978 ἀντίστοιχα καὶ τῶν ὁποίων τὰ κείμενα σὲ πρωτότυπο στὴ Γαλλικὴ γλώσσα καὶ σὲ μετάφραση στὴν Ἑλληνικὴ ἔχουν ὡς ἀκολούθως:

Ἀθήνα, 5 Φεβρουαρίου 1979

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ
ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΡΑΛΛΗΣ

ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΩΝ
ΑΘ. ΚΑΝΕΛΛΟΠΟΥΛΟΣ

ΣΥΓΚΟΙΝΩΝΙΩΝ
ΑΛΕΞΑΝΔΡΟΣ ΠΑΠΑΔΟΓΓΟΝΑΣ

PROCES-VERBAL

de la IIIe Réunion de la Commission Mixte Gréco-Italienne pour les transports routiers de marchandises

La troisième réunion de la Commission précitée, prévue par l'Accord Gréco-Italien relatif aux transports routiers de marchandises, a eu lieu à Rome du 16 au 18 mai 1974.

Les Délégations ayant pris part à la réunion étaient composées comme suit :

Délégation Hellénique :

A. Stephanou, Ministre Plénipotentaire, Chef de la Délégation.

C. Economides, Conseiller Juridique du Ministère des Affaires Etrangères.

E. Bacarinos, Conseiller Commercial auprès de l'Ambassade de Grèce à Rome.

C. Tsimbouris, Attaché Agricole auprès de l'Ambassade de Grèce à Rome.

D. Bechiaris, Directeur au Ministère des Transports

N. Glenzis, Expert auprès du Ministère des Finances.

M. Oikonomou, Secrétaire Commercial auprès de l'Ambassade de Grèce à Rome.

Délégation Italienne :

D. Soro, Ministre Plénipotentaire, Chef de la Délégation.

G. Zanni, Directeur Central du Ministère des Transports et de l'Aviation Civile, Diréction Générale M.C. T.C.

P. Mazzarini, Conseiller d'Ambassade du Ministère des Affaires Etrangères, Direction Générale Affaires Economiques.

F. Pitoni, I Dirigeant du Ministère des Transports et de l'Av. Civ. - Direction Générale M.C.T.C.

M. Gambero, Inspecteur Supérieur du Ministère de l'Agriculture et des Forêts.

M. Michelangeli, I Dirigeant du Ministère des Transports - Direction Générale F.S.

I. Noto, Inspecteur du Ministère des Transports et de l'Av. Civ - Direction Générale M.C.T.C.

Les deux Délégations ont examiné diverses questions ayant trait à l'application de l'Accord ci-dessus mentionné entre les deux Pays.

En ce qui concerne les transports routiers de marchandises. la Délégation Hellénique, en se référant au Procés-Verbal de la réunion précédente, a posé de nouveau la question de la libéralisation totale de ces transports par la suppression du système actuel des autorisations et des contingents, et a exposé toutes les raisons qui militent en faveur d'une telle libéralisation.

De son côté, la Délégation Italienne a expliqué les raisons qui l'empêchent d'accepter une telle proposition.

En ce qui concerne le contingent des autorisations, les deux Parties ont décidé de porter leur nombre dès cette année de 2.500 à 3.000 de part et d'autre.

Si le nombre précité d'autorisations s'avère insuffisant pour couvrir les besoins des deux Pays jusqu'à la fin de l'année, les Autorités compétentes de ces derniers examineront avec une bienveillante attention la possibilité d'octroyer des autorisations supplémentaires pour satisfaire ces besoins.

En outre, les deux Parties ont été d'accord pour que la Commission Mixte Gréco-Italienne pour les transports routiers de marchandises se réunisse de nouveau à Athènes au plus tard jusqu'à la fin du mois de janvier 1975 pour étudier, en particulier sur la base de l'expérience aquise et des données détaillées concernant les besoins du transports routier, les divers aspects de ces transports.

La Délégation Italienne a déclaré qu'elle se réserve de proposer que la question de l'amendement de l'Accord précité entre les deux Pays soit examinée, dans le but de mieux l'adapter aux besoins et aux caractéristiques du traffic routier.

La Délégation Hellénique a pris note de cette intention. Cependant, elle considère que cet Accord s'applique d'une façon satisfaisante.

Les discussions au sein de la Commission Mixte se sont déroulées dans une atmosphère de cordialité et de compréhension mutuelle.

Fait à Rome le 18 mai 1974 en deux exemplaires originaux en langue française.

Le Président de la Délégation Hellénique	Le Président de la Délégation Italienne
(A. STEPHANOU)	(D. SORO)

PROCES-VERBAL

de la IVe Réunion de la Commission Mixte Gréco-Italienne pour les transports routiers de marchandises.

La quatrième réunion de la Commission précitée, prévue par l'Accord Gréco - Italien relatif aux transport routiers de marchandises, a eu lieu à Athènes du 6 au 8 Juillet 1977.

Les Délégations ayant pris part à la réunion étaient composées comme suit :

Délégation Hellénique :

M. Petros Papadakis, Président, Directeur Général du Ministère de Coordination.

M. Nicolas Macridis, Conseiller d'Ambassade au Ministère des Affaires Etrangères.

M. Emmanuel Vlandis, Secrétaire d'Ambassade au Ministère des Affaires Etrangères.

M. Andréas Gassios, Chef de Section au Ministère du Commerce.

M. Panayotis Canellopoulos, Chef de Section au Ministère des Communications.

Délégation Italienne :

Dr. Federico Pitoni (Président) Premier Dirigeant du Ministère des Transports Direction Générale Motorisation Civile.

Dr. Giorgio Fiaccadori, Conseiller Commercial à l'Ambassade d'Italie à Athènes.

Dr. Ignaxio Noto, Inspecteur Principal du Ministère des Transports. Direction Générale Motorisation Civile

Dans le domaine du transport de marchandises la Délégation Italienne à mis l'accent sur le déséquilibre que présente en faveur de la Grèce, l'utilisation du contingent que les deux Parties se sont naturellement accordé. Cela résulte du fait que du côté Hellénique 2000 autorisations ont déjà été utilisées, alors que les autorités italiennes sont en possession de 2000 autorisations helléniques qui n'ont pas encore été utilisées.

Les deux Parties se sont mises d'accord qu'avant l'épuisement du contingent dont bénéficient les autorités italiennes, celles-ci en préviennent la Partie hellénique en temps voulu dans le but d'étudier ensemble les mesures nécessaires pour faire face aux bésoins accrus du trafic.

Sur ce point la Partie hellénique a souligné que dans le cas où les exportations helléniques à destination d'Italie rencontrent des difficultés de transport, dues soit au manque, du côté hellénique, d'autorisation de transport soit aux conditions de transport défavorables aux exportateurs Grecs présentées par les transporteurs Italiens, la question de l'coctroi d'un nombre supplémentaire d'autorisations aux transporteurs Grecs devra être réexaminer afin que des situations pouvant provoquer des perturbations nuisibles aux exportations helléniques soient évitées.

La Partie italienne a mis en relief la nécessité de clarifier la nature du trafic par le Biais de la distinction dorénavant, entre les autorisations de transport bilatérales et celles de transit à travers le territoire respectif des deux pays et a fait une proposition en ce sens que la partie hellénique a acceptée. A cette fin les deux parties ont convenu de donner à cet accord mutuel, pendant les travaux de la prochaine réunion de la Commission Mixte, un aspect formel pour éviter toute faute d'interprétation de l'art. 6 de l'Accord en vigueur entre les deux pays.

La Délégation hellénique a exposé en détail les difficultés accrues qu'elle rencontre à présent pour atteindre le Nord de l'Europe, en raison des restictions qui ont été imposées dans les itinéraires alternatifs existans pour ses exportations. Pour ces motifs elle se trouve contrainte à se tourner vers l'Italie en vue de chercher à s'en procurer un nombre d'autorisations de transit. Plus particulièrement elle demande que son contingent pour l'année 1977 soit augmenté de 2500 autorisations pour des transports en transit et que pour l'année prochaine le nombre total des autorisations en transit soit porté à 5000. A partir de 1978, elle propose que le contingent en vigueur de 3000 autorisations soit utilisé pour desservir les transports bilatéraux.

La Délégation italienne a précisé que, avant de parvenir à la clarification du trafic qu'elle a souhaité et à l'équilibre dans l'utilisation des autorisations ce serait prématuré d'apporter aux contingents des modifications aussi importantes que celles demandées du côté hellénique.

Toutefois, pour venir en quelque sorte à la rencontr de la demande hellénique, la délégation italienne s'est declarée disposée à échanger réciproquement 1000 autorisations de transit pour l'année 1977 tout en déclarant que cette concession ne préjuge pas aux décissions ultérieures à prendre éventuellement sur les contingents. Elle s' est chargée encore de présenter la demande hellénique d'octroi de 1500 autorisations supplémentaires de transit pour l'année courante aux autorités supérieures

italiennes dont la réponse sera communiquée à la Partie hellénique avant le 1er Septembre 1977. En ce qui concerne la demande hellénique pour l'année 1978, les deux Parties ont convenu de l'examiner fin novembre 1977, dans une session conçue et convoquée à cet effet. La date de cette réunion sera fixée par voie diplomatique.

Dans le domaine des transports de voyageurs, la Délégation italienne à relevé que certains services abusifs ont été effectués par des entreprises d'autocars touristiques helléniques sur le territoire italien. A cet effet elle a prié la Partie hellénique de faire tout son possible pour que cela ne se produise pas dans l'avenir.

La Partie hellénique a assuré qu'elle prendra toute mesure nécessaire à l'encontre de ces entreprises qui enfreignent les dispositions de l'Accord des Transports routiers internationaux de voyageurs de 1972.

Les discussions au sein de la Commission Mixte se sont déroulées dans une atmosphére de cordialité et de compréhension mutuelles.

Fait à Athènes le 9 Juillet 1977 en deux exemplaires originaux en langue française faisant également foi.

Le Président de la Délégation hellénique	Le Président de la Délégation italienne
P. PAPADAKIS	F. PITONI

PROCES VERBAL

de la V Réunion de la Commission Mixte Italo-Hellénique pour les transports routiers de marchandises.

La cinquième réunion de la Commission précitée, prévue par l'Accord Italo-Hellénique relatif aux transports routiers de marchandises, a eu lieu à Rome du 15 au 17 Février 1978.

Les Délégations ayant pris part à la réunion étaient composées comme suit :

DELEGATION HELLENIQUE :

M. Petros Papadakis, (Président) Directeur Général du Ministère de Coordination.

M. Nicolas Macridis, Conseiller d' Ambassade au Ministère des Affaires Etrangères.

M. Efstathios Bacarinos, Conseiller Commerciale de l' Ambassade Hellénique à Rome.

M. Nicolas Glentzis, Chef de Section au Ministère des Finances.

M. Andreas Gassios, Chef de Section au Ministère du Commerce.

M. Panayotis Canellopoulos, Chef de Section au Ministère des Communications.

M. Cleomenis Coutsoukis, Conseiller au Ministère de Coordination.

M. Michael Oikonomou, Attaché commercial de l' Ambassade de Grèce.

DELEGATION ITALIENNE :

Dr. Federico Pitoni (Président) Dirigeant Supérieur au Ministère des transports Direction Générale Motorisation Civile.

Dr. Andrea Emanuelli, Premier Dirigeant au Ministère des transports Direction Générale Motorisation Civile.

Dr. Ignazio Noto, Inspecteur Principal au Ministère des transports Direction Générale Motorisation Civile.

Dr. Giovanni Mazzeo, Premier Dirigeant au Ministère de l' Agriculture et Fôrets.

Direction Général de la protection économique pour les produits agricoles.

Les deux délégations ont procedé à un échange de vues au sujet du développement des transports routiers entre et à travers les deux pays pendant l' année 1977.

La délégation hellénique a communiqué que les 2.500 autorisations supplémentaires accordées par la partie italienne durant le dernier quadrimestre de l' année 1977 ont été entièrement utilisées et a noté avec plaisir que cet octroi a facilité considérablement le flux des exportations grecques.

La délégation hellénique d' autre part a mis en évidence le fait que les exportations italiennes vers la Grèce en 1977 ont marqué une augmentation importante, de l' ordre de 40 %, vis-à-vis des données de 1976, qui va les porter à 800 millions de dollars, tandis que les exportations grecques vers l' Italie s' éléveront à 270 millions de dollars, correspondant à une baisse d' environ 5 %.

La délégation italienne a remarqué qu' il semble plus approprié d' examiner non seulement la valeur totale des marchandises exportées, mais surtout le volume des marchandises à transporter. Dans ce contexte les données sur le volume indiquent que les exportations italiennes ont été inférieures au volume des exportations helléniques vers l' Italie.

Ceci est d' ailleurs évident car la partie italienne a partiellement utilisé en 1977 son contingent d' autorisations de transport, et c' est pourquoi qu' elle continue à soutenir que des raisons valables existent pour ne pas modifier le contingent en vigueur.

Sur ce raisonnement le coté hellénique a soulevé que d' après les statistiques officielles italiennes, le volume total des exportations grecques vers l' Italie s' élève à 1.246.000 tonnes, dont 720.000 tonnes correspondent à des produits de pétrole., tandis que le volume total des exportations italiennes atteint le chiffre de 1.190.000 tonnes dont 196.000 représentent les produits de pétrole.

Etant donné que ces derniers produits ne sont pas transportés par des voies routières, le volume total des exportations grecques destinées à l' Italie est inférieur, et non pas superieur, à celui des exportations italiennes vers la Grèce, les données correspondantes s' élévant à 526.000 tonnes d' exportations grecques et à 994.000 d' exportations italiennes.

La délégation hellénique a indiqué que pour satisfaire les besoins des exportations grecques vers l' Europe Occidentale, le nombre de permis de transport transit nécessaire pour l' années 1978 s' élève a 7.500. Elle a en outre précisé que ce nombre devrait s' ajouter aux 3.000 permis du contingent déjà en vigueur.

La partie italienne a declaré qu'elle n' est pas actuellement en position de satisfaire les besoins supplémentaires helléniques pour des permis de transit. Ces besoins grecs de transport à travers le territoire italienpour raient d' ailleurs être partiellement satisfaits par le systéme des chemins de fer italiens en combinaison avec les services speciaux du transport combiné effectués par des trains à composition bloquée sur le tronçon Bari-Milano et qui seront realisés dans le proche avenir.

La délégation italienne a d' autre part rappelé la décision prise au cours de la réunion précédente de la Commission Mixte à Athènes le 9 Juillet 1977, qui prevoit une clarification de la nature du trafic routier, en faisant dorènavant la distinction entre les autorisations déstinées aux transports bilateraux et celles de transit à travers le territoire respectif des deux pays. Cette ré-

partition rendra possible une évaluation claire du développement du traffic routier entreles deux pays.

La partie italienne s' est déclarée disposée à augmenter reciproquement le contingent en vigueur de 1.000 permis supplementaires, à condition que le nombre total de 4.000 permis soit réparti en deux contingents. Dans ce sens elle a proposé à la partie hellénique qu'il y ait deux contingents distincts, soit un contingent de 2.000 pour les permis desservant les transports bilatéraux entre les deux pays, et un second contingent de 2.000 pour les permis desservant les transports en transit à travers les deux pays.

Le coté hellénique a exprimé son regret sur la position négative avancée par la délégation italienne vis-à-vis des besoins grecs pour des permits de transit et a declaré que cette position porte préjudice aux exportations grecques.

En plus, la partie hellénique a, une fois de plus, reiteré que les transports en transit à travers le territoire italien ne soit pas de nature à porter préjudice aux exporttations italiennes.

Pour ces raisons, le coté hellénique, tout en acceptant la distinction des permis entre deux contingents separés, soit en transit et bilateraux, ne peut pas accepter la proposition italienne qu' à titre tout à fait provisoire, et demande que la partie italienne réexamine favorablement la requête d' augmenter le nombre de permis de transit de 2.000 à 8.000 en total.

La partie grecque a ensuite declaré que les 6.000 permis supplementaires demandés ne seront nullement employés pour desservir les transports de produits agricoles grecs.

Finalement elle a demandé que le coté italien, tout en examinant favorablement les besoins globaux des transports grecs en transit, lui fasse parvenir une réponse dans le plus bref delai, afin qu'elle puisse procéder à la programmation de ses exportations.

La délégation italienne s'est engagée d' étudier avec toute bienveillance le problème.

La délégation hellénique a porté à la connaissance de la délégation italienne que des entreprises de transport italiennes utilisent, dans les transport entre les deux pays des semi-remorques qui sont remorquées sur le territoire hellénique par des véhicules-tracteurs grecs ou par des véhicules - tracteurs italiens setrouvant en Grèce. La délégation hellénique a declaré que cette pratique n' est pas prévue par les dispositions de l' article 3 de l' Accord de 1966 en vigueur et n' est pas conforme à la législation grecque.

La délégation italienne a souligné qu' à la date de la signature de l'Accord de 1966 la méthode de transport mentionnée ci-dessus par la délégation hellénique, n' était pas encore introduite dans les transports routiers de marchandises.

Elle a proposé de proceder en temps utile à la modification de l' article 3 de l' Accord en vigueur.

La délégation hellénique a accepté d' examiner cette proposition tout en soulignant qu' il est nécessaire d' adhérer aux dispositions en vigueur jusqu' à leur modification.

Les discussions au sein du Comité Mixte se sont déroulées dans une atmosphère de cordialité et de compréhension mutuelles.

Fait à Rome le 17 Février 1977 en deux exemplaires originaux en langue française faisant également foi.

Le Président de la Délégation hellénique	Le Président de la Délégation italienne

ΠΡΑΚΤΙΚΟΝ

IIIης Συνεδριάσεως τῆς Μικτῆς Ἑλληνο-Ἰταλικῆς Ἐπιτροπῆς διὰ τὴν μεταφορὰν ἐμπορευμάτων ὁδικῶς.

Ἡ κατὰ τὸ Ἑλληνο-Ἰταλικὸν Σύμφωνον μεταφορᾶς ἐμπορευμάτων ὁδικῶς τρίτη συνεδρίασις τῆς ἐν ἐπικεφαλίδι Ἐπιτροπῆς ἔλαβε χώραν εἰς Ρώμην ἀπὸ 16 μέχρι 18 Μαΐου ἔτους 1974.

Αἱ συμμετέχουσαι εἰς τὴν συνεδρίασιν Ἀντιπροσωπεῖαι ἀποτελοῦνται ὡς κάτωθι:

ΕΛΛΗΝΙΚΗ ΑΝΤΙΠΡΟΣΩΠΕΙΑ:

Α. Στεφάνου, Πληρεξούσιος Ὑπουργὸς Ἀρχηγὸς τῆς Ἀντιπροσωπείας.

Κ. Οἰκονομίδης, Νομικὸς Σύμβουλος Ὑπουργείου Ἐξωτερικῶν.

Ε. Μπακαρινός, Ἐμπορικὸς Σύμβουλος τῆς ἐν Ρώμῃ Πρεσβείας τῆς Ἑλλάδος.

Κ. Τσιμπούρης, Ἀγροτικὸς Ἀκόλουθος τῆς ἐν Ρώμῃ Πρεσβείας τῆς Ἑλλάδος.

Δ. Μπεκιάρης, Διευθυντὴς Ὑπουργείου Μεταφορῶν.

Ν. Γλεντζῆς, Πραγματογνώμων παρὰ τῷ Ὑπουργείῳ Οἰκονομικῶν.

Μ. Οἰκονόμου, Ἐμπορικὸς Γραμματεὺς τῆς ἐν Ρώμῃ Πρεσβείας τῆς Ἑλλάδος.

Ἰταλικὴ Ἀντιπροσωπεία:

D. SORO, Πληρεξούσιος Ὑπουργὸς Ἀρχηγὸς τῆς Ἀντιπροσωπείας.

G. ZANNI, Κεντρικὸς Διευθυντὴς Ὑπουργείου Μεταφορῶν καὶ Πολιτικῆς Ἀεροπορίας, Γενικῆς Διευθύνσεως M.C.T.C.

P. MAZZARINI, Σύμβουλος Πρεσβείας Ὑπουργείου Ἐξωτερικῶν, Γενικῆς Διευθύνσεως Οἰκονομικῶν Ὑποθέσεων.

F. PITONI, 1ος Προϊστάμενος Ὑπουργείου Μεταφορῶν καὶ Πολιτικῆς Ἀεροπορίας Γεν. Διευθύνσεως M.C.T.C.

M. GAMBERO, Ἀνώτερος Ἐπιθεωρητὴς Ὑπουργείου Γεωργίας καὶ Δασῶν.

M. MICHELANGELI, 1ος Προϊστάμενος Ὑπουργείου Μεταφορῶν-Γεν. Δ/σεως F.S.

I. NOTO, Ἐπιθεωρητὴς Ὑπουργείου Μεταφορῶν καὶ Πολιτικῆς Ἀεροπορίας-Γεν. Δ/σεως M.C.T.C.

Αἱ δύο Ἀντιπροσωπεῖαι ἐξήτασαν διάφορα θέματα ἀφορῶντα εἰς τὴν ἐφαρμογὴν τοῦ ἀνωτέρω Συμφώνου μεταξὺ τῶν δύο Χωρῶν.

Ὅσον ἀφορᾷ τὰς μεταφορὰς ἐμπορευμάτων ὁδικῶς, ἡ Ἑλληνικὴ Ἀντιπροσωπεία, ἀναφερομένη εἰς τὸ Πρακτικὸν τῆς προηγουμένης συνεδριάσεως, ἔθεσεν ἐκ νέου τὸ θέμα τῆς ὁλοσχεροῦς ἀπελευθερώσεως τῶν μεταφορῶν αὐτῶν διὰ τῆς καταργήσεως τοῦ ὑφισταμένου συστήματος ἐγκρίσεων καὶ κατανομῶν ἐκθέσασα ἅμα τοὺς λόγους οἵτινες συνηγοροῦν ὑπὲρ μιᾶς τοιαύτης ἀπελευθερώσεως.

Ἀπὸ μέρους της ἡ Ἰταλικὴ Ἀντιπροσωπεία ἐξήγησε τοὺς λόγους οἵτινες τὴν κωλύουν νὰ ἀποδεχῇ μίαν τοιαύτην πρότασιν.

Ὅσον ἀφορᾷ τὴν κατανομὴν τῶν ἐγκρίσεων, τὰ δύο Μέρη ἀπεφάσισαν νὰ αὐξήσουν τὸν ἀριθμὸν των ἀπὸ τοῦ τρέχοντος ἔτους ἀπὸ 2.500 εἰς 3.000 ἔνθεν κακεῖθεν.

Ἐὰν ὁ ἀνωτέρω ἀριθμὸς ἐγκρίσεως ἀποδειχθῇ ἀνεπαρκὴς πρὸς κάλυψιν τῶν μέχρι τέλους τοῦ ἔτους ἀναγκῶν τῶν δύο Χωρῶν, αἱ ἁρμόδιαι Ὑπηρεσίαι τούτων θὰ ἐξετάσουν μετὰ καλοπροαιρέτου προσοχῆς τὴν δυνατότητα παραχωρήσεως συμπληρωματικῶν ἐγκρίσεων πρὸς ἱκανοποίησιν τῶν τοιούτων ἀναγκῶν.

Προσέτι, τὰ δύο Μέρη εἶναι σύμφωνα ὅπως ἡ Ἑλληνο-Ἰταλικὴ Μικτὴ Ἐπιτροπὴ διὰ τὴν μεταφορὰν ἐμπορευμά-

των οδικώς συνέλθη εκ νέου εις τας 'Αθήνας το βραδύτερον μέχρι τέλους 'Ιανουαρίου 1975 ίνα εξετάση, ειδικώτερον βάσει της κτηθείσης πείρας και των λεπτομερών δεδομένων διά τας ανάγκας των οδικών μεταφορών τα διάφορα σχετικά με τας μεταφοράς αυτάς θέματα.

Η 'Ιταλική 'Αντιπροσωπεία εδήλωσεν ότι επιφυλάσσεται να προτείνη όπως το θέμα της τροποποιήσεως του μεταξύ των δύο Χωρών Συμφώνου εξετασθή, προς τον σκοπόν της καλυτέρας προσαρμογής του εις τας ανάγκας και τα στοιχεία των οδικών μεταφορών.

Η Ελληνική 'Αντιπροσωπεία έλαβεν υπό σημείωσιν την τοιαύτην πρόθεσιν. Πάντως κρίνει ότι το εν λόγω Σύμφωνον εφαρμόζεται κατά τρόπον ικανοποιητικόν.

Αί συζητήσεις εν τη Μικτή 'Επιτροπή διεξήχθησαν εις ατμόσφαιραν εγκαρδιότητος και αμοιβαίας κατανοήσεως.

'Εγένετο εν Ρώμη την 18ην Μαΐου έτους 1974 εις δύο πρωτότυπα εις την Γαλλικήν.

Ο Πρόεδρος	Ο Πρόεδρος
ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΑΝΤ/ΠΕΙΑΣ	ΙΤΑΛΙΚΗΣ ΑΝΤ/ΠΕΙΑΣ
Α. ΣΤΕΦΑΝΟΥ	D. SORO

ΠΡΑΚΤΙΚΟΝ

4ης Συνεδριάσεως της Ελληνο-'Ιταλικής Μικτής 'Επιτροπής μεταφοράς εμπορευμάτων οδικώς.

Η τετάρτη συνεδρίασις της εν επικεφαλίδι 'Επιτροπής, ως προβλέπεται εκ του Ελληνο-'Ιταλικού Συμφώνου περί μεταφοράς εμπορευμάτων οδικώς, έλαβε χώραν εν 'Αθήναις την 6ην έως 8ην 'Ιουλίου 1977.

Αί συμμετέχουσαι εις την συνεδρίασιν 'Αντιπροσωπείαι απετελούντο εκ των κάτωθι:

Ελληνική 'Αντιπροσωπεία:

Πέτρος Παπαδάκης, Πρόεδρος, Γενικός Διευθυντής Υπουργείου Συντονισμού.

Νικ. Μακρίδης, Σύμβουλος Πρεσβείας του Υπρυργείου 'Εξωτερικών.

'Εμμαν. Βλαντής, Γραμματεύς Πρεσβείας παρά τω Υπ. 'Εξωτερικών.

'Ανδρέας Γκάσσιος, Τμηματάρχης Υπ. 'Εμπορίου.

Παν. Κανελλόπουλος, Τμηματάρχης Υπουργείου Μεταφορών.

'Ιταλική 'Αντιπροσωπεία:

Dr. Federico Pitoni, Πρόεδρος, 1ος Διευθυντής Υπουργείου Μεταφορών.
Γενική Διεύθυνσις Πολιτική Μηχανοκινήσεως.

Dr. Giorgio Fiaccadori, 'Εμπορικός Σύμβουλος της εν 'Αθήναις 'Ιταλικής Πρεσβείας.

Dr. Ignatio Noto, Γεν. 'Επιθεωρητής Υπουργείου Μεταφορών.
Γενική Διεύθυνσις Πολιτικής Μηχανοκινήσεως.

Εις τον τομέα της μεταφοράς εμπορευμάτων, η 'Ιταλική 'Αντιπροσωπεία ετόνισε την ανισότητα ην παρουσιάζει υπέρ της Ελλάδος η χρήσις της κατανομής δι' ην αμφότερα τα Μέρη συνεφώνησαν. Τούτο προκύπτει εκ του γεγονότος ότι από Ελληνικής πλευράς εχρησιμοποιήθησαν ήδη 2.000 εγκρίσεις, ενώ αί 'Ιταλικαί 'Αρχαί έχουν εις χείρας των 2.000 εγκρίσεις Ελληνικάς αίτινες δεν έχουσιν εισέτι χρησιμοποιηθή.

Τα δύο Μέρη συνεφώνησαν όπως προ της εξαντλήσεως της υπέρ των 'Ιταλικών 'Αρχών κατανομής, αύται ειδοποιούν τας Ελληνικάς τοιαύτας εν ευθέτω χρόνω προς τον σκοπόν ίνα αμφότερα τα Μέρη μελετήσουν την λήψιν των αναγκαίων μέτρων διά την αντιμετώπισιν των εκ της μεταφορικής κινήσεως αναγκών.

'Επί του σημείου τούτου η Ελληνική 'Αντιπροσωπεία υπεγράμμισεν ότι εις περίπτωσιν καθ' ην αί προοριζόμεναι διά την 'Ιταλίαν Ελληνικαί εξαγωγαί ήθελον αντιμετωπίση δυσχερείας μεταφοράς, λόγω ελλείψεως, από Ελληνικής πλευράς, εγκρίσεως μεταφοράς ή λόγω συνθηκών μεταφοράς δυσμενών διά τους Έλληνας εξαγωγής από μέρους των 'Ιταλών μεταφορέων, το θέμα της εκδόσεως συμπληρωματικού αριθμού εγκρίσεων εις τους Έλληνας μεταφορείς δέον να επανεξετασθή προς αποφυγήν καταστάσεων δυναμένων να προκαλέσουν επιζημίους ανωμαλίας εις τας Ελληνικάς εξαγωγάς.

Η 'Ιταλική 'Αντιπροσωπεία προέβαλε την ανάγκην διευκρινίσεως της φύσεως της κινήσεως διά της μεθόδου της διακρίσεως εφεξής, μεταξύ των εγκρίσεων αμφοτεροβαρών μεταφορών και τοιούτων τράνζιτο διά μέσου της αντιστοίχου επικρατείας των δύο Χωρών και υπέβαλε επί τούτοις πρότασιν ην η Ελληνική πλευρά απεδέχθη. Προς τον σκοπόν αυτόν, συνεφώνησαν τα δύο Μέρη όπως προσδώσουν εις την αμοιβαίαν ταύτην συμφωνίαν, κατά την διάρκειαν της προσεχούς συνεδριάσεως της Μικτής 'Επιτροπής, χαρακτήρα επίσημον προς αποφυγήν πάσης εσφαλμένης τυχόν ερμηνείας του άρθρου 6 του ισχύοντος μεταξύ των δύο Χωρών Συμφώνου.

Η Ελληνική 'Αντιπροσωπεία εξέθεσε λεπτομερώς τας άς αντιμετωπίζει δυσχερείας προς μετάβασιν εις την Βόρειον Ευρώπην, λόγω των επιβληθέντων περιορισμών εις τα εναλλασσόμενα δρομολόγια άτινα αφορούν τας εξαγωγάς της. 'Εκ του λόγου τούτου υποχρεούται να στραφή προς την 'Ιταλίαν ίνα δυνηθή και εφοδιασθή με αριθμόν εγκρίσεων τράνζιτο. Ειδικώτερον ζητεί όπως η κατανομή της διά το έτος 1977 αυξηθή κατά 2.500 εγκρίσεις διά μεταφοράς τράνζιτο και ότι διά το προσεχές έτος ο συνολικός αριθμός των εγκρίσεων τράνζιτο αχθή εις τας 5.000 'Από του έτους 1976, προτείνει ότι η ισχύουσα κατανομή 3.000 εγκρίσεων χρησιμοποιηθή προς εξυπηρέτησιν των διμερών μεταφορών.

Η 'Ιταλική 'Αντιπροσωπεία υπεγράμμισεν ότι πριν ή πραγματοποιηθή η προταθείσα παρ' αυτής διευκρίνισις της κινήσεως και ισορροπία εις την χρήσιν των εγκρίσεων, θα ήτο πρώϊμον να ενεργηθούν εις τας κατανομάς τροποποιήσεις εις ήν σοβαράν κλίμακα εζήτησε ταύτας η Ελληνική πλευρά.

'Εν πάση περιπτώσει, προς μερικήν ικανοποίησιν τρόπον τινά του Ελληνικού αιτήματος, η 'Ιταλική 'Αντιπροσωπεία ανέφερεν ότι δέχεται να ανταλλάξη αμοιβαίως 1.000 εγκρίσεις τράνζιτο διά το έτος 1977, δηλούσα άμα ότι η παραχώρησις αυτή δεν προδικάζει τας ενδεχομένως μεταγενεστέρας επί των κατανομών ληφθησομένας αποφάσεις. 'Ανέλαβε προσέτι να υποβάλλη το Ελληνικόν αίτημα διά την έκδοσιν 1.500 προσθέτων εγκρίσεων τράνζιτο διά το τρέχον έτος εις τας ανωτέρας 'Ιταλικάς αρχάς ών η απάντησις θα κοινοποιηθή εις την Ελληνικήν 'Αντιπροσωπείαν προ της 1ης Σεπτεμβρίου 1977. Όσον δ' αφορά το Ελληνικόν αίτημα διά το έτος 1978, αμφότερα τα Μέρη συνεφώνησαν όπως το εξετάσουν περί τα τέλη Νοεμβρίου 1977 κατά την διάρκειαν συνεδριάσεως προς τούτο συγκληθησομένης. Η ημερομηνία της τοιαύτης συνεδριάσεως θα ορισθή διά της διπλωματικής οδού.

Εις τον τομέα μεταφοράς ταξιδιωτών, η 'Ιταλική 'Αντιπροσωπεία ανέφερεν ότι ενηργήθησαν ωρισμέναι καταχρηστικαί εξυπηρετήσεις εις την 'Ιταλικήν 'Επικράτειαν υπό

Ἑλληνικῶν ἐπιχειρήσεων τουριστικῶν Πούλμαν. Πρὸς τοῦτο παρεκάλεσε τὴν Ἑλληνικὴν Ἀντιπροσωπείαν ὅπως ἐνεργήσῃ πᾶν ὅ,τι δεῖ πρὸς ἀποφυγὴν τοιούτων καταστάσεων εἰς τὸ μέλλον.

Ἡ Ἑλληνικὴ Ἀντιπροσωπεία ἐβεβαίωσεν ὅτι θὰ λάβῃ ἅπαντα τὰ ἐνδεικνυόμενα μέτρα κατὰ τῶν τοιούτων ἐπιχειρήσεων αἵτινες παραβιάζουν τὰς διατάξεις τοῦ Συμφώνου διεθνῶν ὁδικῶν μεταφορῶν Ταξιδιωτῶν ἔτους 1972.

Αἱ συζητήσεις τῆς Μικτῆς Ἐπιτροπῆς ἔλαβον χώραν εἰς ἀτμόσφαιραν ἐγκαρδιότητος καὶ ἀμοιβαίας κατανοήσεως.

Ἐγένετο ἐν Ἀθήναις τὴν 9ην μηνὸς Ἰουλίου ἔτους 1977 εἰς δύο πρωτότυπα εἰς τὴν Γαλλικὴν τὴν αὐτὴν ἐνέχοντα ἰσχύν.

Ὁ Πρόεδρος τῆς Ἑλληνικῆς Ἀντιπροσωπείας	Ὁ Πρόεδρος τῆς Ἰταλικῆς Ἀντιπροσωπείας
Π. ΠΑΠΑΔΑΚΗΣ	F. PITONI

ΠΡΑΚΤΙΚΟΝ

5ης Συνεδριάσεως τῆς Ἑλληνο-Ἰταλικῆς Μικτῆς Ἐπιτροπῆς διὰ τὴν μεταφορὰν ἐμπορευμάτων ὁδικῶς.

Ἡ πέμπτη συνεδρίασις τῆς ἐν Ἐπικεφαλίδι Ἐπιτροπῆς κατὰ τὸ Ἑλληνο-Ἰταλικὸν Σύμφωνον περὶ μεταφορᾶς ἐμπορευμάτων ὁδικῶς ἔλαβε χώραν εἰς τὴν Ρώμην ἀπὸ 15 μέχρι 17 Φεβρουαρίου 1978.

Αἱ συμμετέχουσαι εἰς τὴν συνεδρίασιν Ἀντιπροσωπεῖαι ἀπετελοῦντο ἐκ τῶν κάτωθι :

Ἑλληνικὴ Ἀντιπροσωπεία :

Πέτρος Παπαδάκης, (Πρόεδρος) Γενικὸς Διευθυντὴς Ὑπουργείου Συντονισμοῦ.

Νικόλαος Μακρίδης, Σύμβουλος Πρεσβείας παρὰ τῷ Ὑπ. Ἐξωτερικῶν.

Εὐστάθιος Μπακαρίνος, Ἐμπορικὸς Σύμβουλος τῆς ἐν Ρώμῃ Ἑλληνικῆς Πρεσβείας.

Νικόλαος Γλεντζής, Τμηματάρχης Ὑπουργείου Οἰκονομικῶν.

Ἀνδρέας Γκάτσιος, Τμηματάρχης Ὑπουργείου Ἐμπορίου.

Παναγιώτης Κανελλόπουλος, Τμηματάρχης Ὑπουργείου Συγκοινωνιῶν.

Κλεομένης Κουτσούκης, Σύμβουλος Ὑπ. Συντονισμοῦ.

Μιχαὴλ Οἰκονόμου, Ἐμπορικὸς Ἀκόλουθος Ἑλληνικῆς Πρεσβείας.

Ἰταλικὴ Ἀντιπροσωπεία :

Dr. Federico Pitoni (Πρόεδρος) Γεν. Διευθυντὴς Ὑπ. Μεταφορῶν. Γεν. Διεύθυνσις Πολιτικῆς Μηχανοκινήσεως.

Dr. Andrea Emanuelli, Προϊστάμενος Ὑπ. Μεταφορῶν Γεν. Διευθύνσεως Πολ. Μηχανοκινήσεως.

Dr. Ignasio Noto, Γεν. Ἐπιθεωρητὴς Ὑπ. Μεταφορῶν Γεν. Δ/νσεως Πολ. Μηχανοκινήσεως.

Dr. Giovanni Mazzeo, Προϊστάμενος Ὑπ. Γεωργίας καὶ Δασῶν. Γεν. Δ/νσις Οἰκον. Προστασίας ἀγροτικῶν προϊόντων.

Αἱ δύο Ἀντιπροσωπεῖαι προέβησαν εἰς τὴν ἀνταλλαγὴν ἀπόψεων εἰς ὅ,τι ἀφορᾷ τὴν ἐξέλιξιν τῶν ὁδικῶν μεταφορῶν μεταξὺ καὶ διὰ μέσου τῶν δύο Χωρῶν κατὰ τὸ ἔτος 1977. Ἡ Ἑλληνικὴ Ἀντιπροσωπεία ἀνέφερεν ὅτι αἱ κατὰ τὸ τελευταῖον 4μηνον ἔτους 1977 χορηγηθεῖσαι ὑπὸ τῶν Ἰταλικῶν Ἀρχῶν 2.500 συμπληρωματικαὶ ἐγκρίσεις ἐχρησιμοποιήθησαν ἐξ ὁλοκλήρου καὶ μετ' εὐχαριστήσεως προσέθεσεν ὅτι ἡ χορήγησις αὕτη διηυκόλυνε εἰς μεγάλην κλίμακα τὸν ροῦν τὸν Ἑλληνικῶν ἐξαγωγῶν.

Ἡ Ἑλληνικὴ Ἀντιπροσωπεία ἐξ ἄλλου ἀνέφερεν ὅτι αἱ Ἰταλικαὶ πρὸς τὴν Ἑλλάδα ἐξαγωγαὶ τὸ 1977 ἐσημείωσαν σημαντικὴν αὔξησιν, τῆς τάξεως τῶν 40 %, ἔναντι τῶν δεδομένων τοῦ ἔτους 1976, ἀνερχομένων οὕτω τούτων εἰς δολλάρια 800 ἑκατομμύρια, ἐνῷ αἱ πρὸς τὴν Ἰταλίαν Ἑλληνικαὶ ἐξαγωγαὶ θὰ ἀνέλθουν εἰς 270 ἑκατομμύρια δολλάρια, παρουσιαζομένης οὕτω μειώσεως 5 %.

Ἡ Ἰταλικὴ Ἀντιπροσωπεία παρετήρησεν ὅτι θὰ ἦτο ὀρθότερον νὰ ἐξετασθῇ οὐχὶ μόνον ἡ συνολικὴ ἀξία τῶν ἐξαγομένων ἐμπορευμάτων, ἀλλὰ κυρίως ὁ ὄγκος τῶν πρὸς μεταφορὰν ἐμπορευμάτων. Ἐν προκειμένῳ τὰ ἐπὶ τοῦ ὄγκου στοιχεῖα δεικνύουν ὅτι αἱ Ἰταλικαὶ ἐξαγωγαὶ ἦσαν μικρότεραι κατ' ὄγκον τῶν πρὸς τὴν Ἰταλίαν Ἑλληνικῶν ἐξαγωγῶν.

Τοῦτο ἄλλωστε εἶναι ἔκδηλον καθότι ἡ Ἰταλία ἐχρησιμοποίησε μερικῶς τὸ 1977 τὴν κατανομήν της ἐγκρίσεων μεταφορῶν, ἐφ' ᾧ αὕτη συνεχίζει νὰ ὑποστηρίζῃ ὅτι ἔγκυροι λόγοι ὑπαγορεύουν τὴν μὴ τροποποίησιν τῆς ἐν ἰσχύι κατανομῆς.

Ἐπὶ τῆς ἀπόψεως ταύτης ἡ Ἑλληνικὴ Ἀντιπροσωπεία ἐδήλωσεν ὅτι συμφώνως πρὸς τὰς ἐπισήμους Ἰταλικὰς στατιστικάς, ὁ συνολικὸς ὄγκος τῶν πρὸς τὴν Ἰταλίαν Ἑλληνικῶν ἐξαγωγῶν ἀνέρχεται εἰς 1.246.000 τόννους ἐξ ὧν 720.000 ἀφοροῦν εἰς πετρελαιοειδῆ, ἐνῷ ὁ συνολικὸς ὄγκος τῶν Ἰταλικῶν ἐξαγωγῶν ἀνέρχεται εἰς 1.190.000 τόννους ἐξ ὧν 196.000 τόννοι πετρελαιοειδῶν.

Ἐπειδὴ τὰ τελευταῖα ταῦτα προϊόντα δὲν μεταφέρονται ὁδικῶς, ὁ συνολικὸς ὄγκος τῶν πρὸς τὴν Ἰταλίαν Ἑλληνικῶν ἐξαγωγῶν εἶναι πολὺ κατώτερος καὶ οὐχὶ ἀνώτερος τῶν πρὸς τὴν Ἑλλάδα Ἰταλικῶν ἐξαγωγῶν, τῶν σχετικῶν στοιχείων διαλαμβανόντων 526.000 τόννους Ἑλληνικῶν ἐξαγωγῶν καὶ 994.000 Ἰταλικῶν τοιούτων.

Ἡ Ἑλληνικὴ Ἀντιπροσωπεία ἀνέφερεν ὅτι πρὸς ἐξυπηρέτησιν τῶν ἀναγκῶν τῶν πρὸς τὴν Δυτικὴν Εὐρώπην Ἑλληνικῶν ἐξαγωγῶν, ὁ ἀριθμὸς τῶν ἀδειῶν μεταφορᾶς τράνζιτο διὰ τὸ ἔτος 1978 ἀνέρχεται εἰς 7.500. Καὶ ἐδήλωσε προσέτι ὅτι εἰς τὸν ἀριθμὸν αὐτὸν δέον νὰ προστεθοῦν καὶ αἱ 3.000 ἄδειαι τῆς τρεχούσης κατανομῆς.

Ἡ Ἰταλικὴ Ἀντιπροσωπεία ἐδήλωσεν ὅτι δὲν εἶναι εἰς θέσιν νὰ ἱκανοποιήσῃ τὰς συμπληρωματικὰς Ἑλληνικὰς ἀνάγκας εἰς ἀδείας τράνζιτο. Αἱ τοιαῦται ἀνάγκαι μεταφορᾶς διὰ μέσου τῆς Ἰταλικῆς ἐπικρατείας θὰ ἠδύναντο ἐξ ἄλλου νὰ ἱκανοποιηθοῦν μερικῶς διὰ τοῦ συστήματος τῶν Ἰταλικῶν σιδηροδρόμων ἐν συνδυασμῷ μετὰ τῶν εἰδικῶν ὑπηρεσιῶν μεταφορᾶς ἐνεργουμένης διὰ συρμῶν συνθέσεως Bloquee εἰς τὸ τμῆμα Bari-Milano εἰς τὸ προσεχὲς μέλλον.

Ἡ Ἰταλικὴ Ἀντιπροσωπεία ὑπέμνησεν ἐξ ἄλλου τὴν ληφθεῖσαν ἀπόφασιν κατὰ τὴν προηγουμένην ἐν Ἀθήναις τὴν 9.7.77 συνελθοῦσαν συνεδρίασιν τῆς Μικτῆς Ἐπιτροπῆς, καθ' ἣν προβλέπεται διευκρίνισις τῆς φύσεως τῆς ὁδικῆς μεταφορικῆς κινήσεως, ἐνεργουμένης ἐφεξῆς τῆς διακρίσεως μεταξὺ ἐγκρίσεων προοριζομένων διὰ διμερεῖς μεταφορὰς καὶ τοιούτων τράνζιτο διὰ μέσου τῆς ἀντιστοίχου ἐπικρατείας τῶν δύο Χωρῶν. Ἡ κατανομὴ αὕτη θὰ καταστήσῃ δυνατὴν τὴν καθαρὰν καὶ σαφῆ ἐκτίμησιν τῆς ἐξελίξεως τῆς ὁδικῆς μεταφορικῆς κινήσεως μεταξὺ τῶν δύο Χωρῶν.

Ἡ Ἰταλικὴ Ἀντιπροσωπεία ἐδήλωσεν ὅτι δέχεται νὰ αὐξήσῃ ἀμοιβαίως τὴν ἐν ἰσχύι κατανομὴν διὰ 1.000 συμπληρωματικῶν ἀδειῶν, ὑπὸ τὸν ὅρον ὅτι ὁ συνολικὸς ἀριθμὸς τῶν 4.000 ἀδειῶν νὰ διαχωρισθῇ εἰς δύο κατανομάς. Ἐπὶ τούτοις ἐπρότεινεν εἰς τὴν Ἑλληνικὴν Ἀντιπροσωπείαν νὰ ὑφίστανται δύο συγκεκριμέναι κατανομαὶ ἤτοι μία τῶν 2.000

ἀδειῶν ἐξυπηρετουσῶν τὰς διπλεύρους μεταφορὰς μεταξὺ τῶν δύο χωρῶν καὶ ἑτέρα τῶν 2.000 ἀδειῶν πρὸς ἐξυπηρέτησιν τῶν μεταφορῶν τράνζιτο διὰ μέσου τῶν δύο χωρῶν.

Ἡ Ἑλληνικὴ Ἀντιπροσωπεία ἐξέφρασε τὴν λύπην της διὰ τὴν ἀρνητικὴν στάσιν τῆς Ἰταλικῆς ἀντιπροσωπείας ἔναντι τῶν Ἑλληνικῶν ἀναγκῶν εἰς ἀδείας τράνζιτο καὶ ἐδήλωσεν ὅτι ἡ στάσις αὐτὴ ἀποβαίνει ἐπιζημία διὰ τὰς Ἑλληνικὰς ἐξαγωγάς.

Ἔτι δέ, ἡ Ἑλληνικὴ Ἀντιπροσωπεία ἐπανέλαβεν, ἅπαξ ἔτι, ὅτι αἱ μεταφοραὶ τράνζιτο εἰς τὸ Ἰταλικὸν ἔδαφος δὲν εἶναι φύσεως ἐπιζημίας διὰ τὰς Ἰταλικὰς ἐξαγωγάς.

Διὰ τοὺς λόγους τούτους, ἀπὸ Ἑλληνικῆς πλευρᾶς, καίτοι γίνεται δεκτὴ ἡ διάκρισις ἀδειῶν δύο χωριστῶν κατανομῶν, ἤτοι τράνζιτο καὶ διπλεύρως, δὲν εἶναι δυνατὸν νὰ γίνῃ δεκτὴ ἡ Ἰταλικὴ πρότασις εἰμὴ μόνον προσωρινῶς. Ἡ Ἑλληνικὴ ἀντιπροσωπεία ζητεῖ προσέτι ἀπὸ τὴν Ἰταλικὴν ὅπως ἐπανεξετάσῃ εὐνοϊκῶς τὸ αἴτημα περὶ αὐξήσεως τοῦ ἀριθμοῦ ἀδειῶν τράνζιτο ἀπὸ 2.000 εἰς 8.000 ἐν συνόλῳ.

Ἡ Ἑλληνικὴ ἀντιπροσωπεία ἐδήλωσεν ἐν συνεχείᾳ ὅτι αἱ ζητούμεναι πρόσθετοι 6.000 ἄδειαι δὲν θὰ χρησιμοποιηθοῦν καθ' οἱονδήποτε τρόπον πρὸς ἐξυπηρέτησιν τῆς διακινήσεως Ἑλληνικῶν ἀγροτικῶν προϊόντων.

Ἐν τέλει ἐζήτησεν ὅπως ἡ Ἰταλικὴ πλευρά, ἐξετάζουσα εὐνοϊκῶς τὰς συνολικὰς ἀνάγκας τῶν Ἑλληνικῶν μεταφορῶν τράνζιτο, κοινοποιήσῃ ἀπάντησιν τὸ ταχύτερον δυνατόν, ὥστε νὰ δυνηθῇ ἡ Ἑλληνικὴ πλευρὰ νὰ προβῇ εἰς τὸν προγραμματισμὸν τῶν ἐξαγωγῶν της.

Ἡ Ἰταλικὴ ἀντιπροσωπεία ἀνέλαβεν ὅπως μελετήσῃ τὸ πρόβλημα μετὰ πάσης εὐμενείας.

Ἡ Ἑλληνικὴ Ἀντιπροσωπεία ἀνέφερεν εἰς τὴν Ἰταλικὴν τοιαύτην ὅτι αἱ Ἰταλικαὶ μεταφορικαὶ ἐπιχειρήσεις χρησιμοποιοῦν διὰ τὰς μεταξὺ τῶν δύο χωρῶν μεταφοράς, ἡμιρυμουλκούμενα ὀχήματα ἅτινα ρυμουλκοῦνται εἰς τὸ Ἑλληνικὸν ἔδαφος ὑπὸ Ἑλληνικῶν ὀχημάτων ρυμουλκήσεως ἢ Ἰταλικῶν τοιούτων εὑρισκομένων ἐν Ἑλλάδι. Ἡ Ἑλληνικὴ ἀντιπροσωπεία δηλοῖ ὅτι τὸ σύστημα τοῦτο δὲν προβλέπεται ὑπὸ τοῦ ἄρθρου 3 τοῦ Συμφώνου 1966 καὶ δὲν εἶναι σύμφωνον πρὸς τὴν Ἑλληνικὴν Νομοθεσίαν.

Ἡ Ἰταλικὴ ἀντιπροσωπεία ὑπεγράμμισεν ὅτι κατὰ τὸν χρόνον ὑπογραφῆς τοῦ Συμφώνου 1966 ἡ ἀνωτέρω μέθοδος μεταφορᾶς δὲν εἶχεν εἰσέτι εἰσαχθῇ εἰς τὰς μεταφορὰς ἐμπορευμάτων ὁδικῶς.

Καὶ ἐπρότεινεν ὅπως προβῇ εἰς εὔθετον χρόνον εἰς τὴν τροποποίησιν τοῦ ἄρθρου 3 τοῦ ἐν ἰσχύι Συμφώνου.

Ἡ Ἑλληνικὴ ἀντιπροσωπεία ἐδέχθη νὰ ἐξετάσῃ τὴν πρότασιν ταύτην ἀλλ' ἐτόνισεν ὅτι εἶναι ἀνάγκη τηρήσεως τῶν ἐν ἰσχύι διατάξεων μέχρι τῆς τροποποιήσεώς των.

Αἱ συζητήσεις τῆς Μικτῆς Ἐπιτροπῆς διεξήχθησαν εἰς ἀτμόσφαιραν ἐγκαρδιότητος καὶ ἀμοιβαίας κατανοήσεως.

Ἐγένετο ἐν Ρώμῃ τὴν 17ην Φεβρουαρίου 1977 εἰς δύο πρωτότυπα ἀντίτυπα εἰς τὴν Γαλλικὴν τὴν αὐτὴν ἐνέχοντα ἰσχύν.

Ὁ Πρόεδρος τῆς Ἑλληνικῆς Ἀντ/πείας Π. ΠΑΠΑΔΑΚΗΣ	Ὁ Πρόεδρος τῆς Ἰταλικῆς Ἀντ/πείας F. RITONI

Ὅ,τι ἀκριβὴς μετάφρασις ἐκ τοῦ Γαλλικοῦ.

Ἀθῆναι 6 Σεπτεμβρίου 1978

Ὁ Μεταφραστὴς
ΓΟΥΛΙΕΛΜΟΣ ΜΙΣΑΗΛΙΔΗΣ

Η ΓΕΝΙΚΗ ΔΙΕΥΘΥΝΣΗ ΤΟΥ ΕΘΝΙΚΟΥ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟΥ

ΓΝΩΣΤΟΠΟΙΕΙ ΟΤΙ:

Ἡ ἐτήσια συνδρομή τῆς Ἐφημερίδας τῆς Κυβερνήσεως, ἡ τιμή τῶν φύλλων της πού πουλιοῦνται τμηματικὰ καὶ τὰ τέλη δημοσιεύσεων στὴν Ἐφημερίδα τῆς Κυβερνήσεως, καθορίσθηκαν ἀπὸ 1 Ἰανουαρίου 1979 ὡς ἀκολούθως:

Α' ΕΤΗΣΙΕΣ ΣΥΝΔΡΟΜΕΣ

1. Γιὰ τὸ Τεῦχος Α'	Δραχ.	600
2. » » » Β'	»	700
3. » » » Γ'	»	500
4. » » » Δ'	»	1.000
5. » » » Νομικῶν Προσώπων Δ.Δ. κ.λπ.	»	500
6. » » » Παράρτημα	»	300
7. » » » Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν κ.λπ.	»	3.000
8. » » Δελτίο Ἐμπορικῆς καὶ Βιομηχανικῆς Ἰδιοκτησίας	»	200
9. Γιὰ ὅλα τὰ τεύχη καὶ τὸ Δ.Ε.Β.Ι.	»	6.000

Οἱ Δῆμοι καὶ οἱ Κοινότητες τοῦ Κράτους καταβάλλουν τὸ 1/2 τῶν ἀνωτέρω συνδρομῶν.

Ὑπὲρ τοῦ Ταμείου Ἀλληλοβοηθείας Προσωπικοῦ τοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου (ΤΑΠΕΤ) ἀναλογοῦν τὰ ἑξῆς ποσά:

1. Γιὰ τὸ Τεῦχος Α'	Δραχ.	30
2. » » » Β'	»	35
3. » » » Γ'	»	25
4. » » » Δ'	»	50
5. » » » Νομικῶν Προσώπων Δημοσίου Δικαίου κ.λπ.	»	25
6. » » » Παράρτημα	»	15
7. » » » Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν κ.λπ.	»	150
8. » » Δελτίο Ἐμπ. καὶ Βιομ. Ἰδιοκτησίας	»	10
9. Γιὰ ὅλα τὰ τεύχη	»	300

Β'. ΤΙΜΗ ΦΥΛΛΩΝ

Ἡ τιμὴ πωλήσεως κάθε φύλλου, μέχρις 8 σελ., εἶναι 3 δρχ., ἀπὸ 9 ὡς 40 σελ. 8 δρχ., ἀπὸ 41 ὡς 80 σελ. 15 δρχ., ἀπὸ 81 σελ. καὶ ἄνω ἡ τιμὴ πωλήσεως κάθε φύλλου προσαυξάνεται κατὰ 15 δρχ. ἀνὰ 80 σελίδες.

Γ'. ΤΕΛΗ ΔΗΜΟΣΙΕΥΣΕΩΝ

I. Στὸ τεῦχος Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν καὶ Ἑταιρειῶν Περιωρισμένης Εὐθύνης:

Α' Δημοσιεύματα Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν:

1. Τῶν δικαστικῶν πράξεων	Δραχ.	400
2. Τῶν καταστατικῶν Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν	»	10.000
3. Τῶν τροποποιήσεων τῶν καταστατικῶν τῶν Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν	»	2.000
4. Τῶν ἀνακοινώσεων καὶ προσκλήσεων σὲ γενικὲς συνελεύσεις, τῶν κατὰ τὸ ἄρθρο 32 τοῦ Ν. 3221/24 γνωστοποιήσεων, τῶν ἀνακοινώσεων, ποὺ προβλέπονται ἀπὸ τὸ ἄρθρο 59 παρ. 3 τοῦ Ν.Δ. 400/70 «περὶ Ἀλλοδαπῶν Ἀσφαλιστικῶν Ἑταιρειῶν» καὶ τῶν ἀποφάσεων τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου τοῦ ΕΛΤΑ, ποὺ ἀναφέρονται σὲ προσωρινὲς διατάξεις	»	1.000
5. Τῶν ἰσολογισμῶν τῶν Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν	»	4.000
6. Τῶν συνοπτικῶν μηνιαίων καταστάσεων τῶν Τραπεζικῶν Ἑταιρειῶν	»	1.000
7. Τῶν ἀποφάσεων «περὶ ἐγκρίσεως τιμολογίων τῶν Ἀσφαλιστικῶν Ἑταιρειῶν»	»	600
8. Τῶν ὑπουργικῶν ἀποφάσεων «περὶ παροχῆς ἀδείας ἐπεκτάσεως τῶν ἐργασιῶν Ἀσφαλιστικῶν Ἑταιρειῶν», τῶν ἐκθέσεων περιουσιακῶν στοιχείων Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν γενικά, καὶ τῶν ἀποφάσεων τοῦ Δ.Σ. τοῦ ΕΛΤΑ, μὲ τὶς ὁποῖες ἐγκρίνονται καὶ δημοσιεύονται οἱ κανονισμοὶ αὐτοῦ	»	4.000
9. Τῶν ἀποφάσεων «περὶ παροχῆς πληρεξουσιότητος πρὸς ἀντιπροσώπευσιν ἐν Ἑλλάδι ἀλλοδαπῶν Ἑταιρειῶν» καὶ τῶν ἀποφάσεων «περὶ μεταβιβάσεως τοῦ χαρτοφυλακίου Ἀσφαλιστικῶν Ἑταιρειῶν κατὰ τὸ ἄρθρον 59 παρ. 1 τοῦ Ν.Δ. 400/70»	»	2.000
10. Τῶν ἀποφάσεων «περὶ συγχωνεύσεως Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν»	»	10.000
11. Τῶν ἀποφάσεων τῆς Ἐπιτροπῆς τοῦ Χρηματιστηρίου «περὶ εἰσαγωγῆς χρεωγράφων εἰς τὸ Χρηματιστήριον πρὸς διαπραγμάτευσιν, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 2 παρ. 3 Α.Ν. 148/67»	Δραχ.	1.000
12. Τῶν ἀποφάσεων τῆς Ἐπιτροπῆς κεφαλαιαγορᾶς «περὶ διαγραφῆς χρεωγράφων ἐκ τοῦ Χρηματιστηρίου, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 2 παρ. 4 Α.Ν. 148/1967»	»	1.000

Β'. Δημοσιεύματα Ἑταιρειῶν Περιωρισμένης Εὐθύνης:

1. Τῶν καταστατικῶν	»	1.000
2. Τῶν τροποποιήσεων τῶν καταστατικῶν	»	400
3. Τῶν ἀνακοινώσεων καὶ προσκλήσεων	»	200
4. Τῶν ἰσολογισμῶν	»	1.000
5. Τῶν ἐκθέσεων ἐκτιμήσεως περιουσιακῶν στοιχείων	»	1.000

Γ'. Δημοσιεύματα Ἀλληλασφαλιστικῶν Συνεταιρισμῶν - Ἀλληλασφαλιστικῶν Ταμείων καὶ Φιλανθρωπικῶν Σωματείων:

1. Τῶν ὑπουργικῶν ἀποφάσεων «περὶ χορηγήσεως ἀδείας λειτουργίας Ἀλληλασφαλιστικῶν Συνεταιρισμῶν - Ἀλληλασφαλιστικῶν Ταμείων»	»	1.000
2. Τῶν Ἰσολογισμῶν τῶν ἀνωτέρω Συνεταιρισμῶν, Ταμείων καὶ Σωματείων	»	1.000

II. Στὸ Τέταρτο τεῦχος τῶν δικαστικῶν πράξεων, προσκλήσεων καὶ λοιπῶν δημοσιεύσεων	»	400

Τὸ ποσοστὸ ἐπὶ τῶν τελῶν δημοσιεύσεων στὸ Τεῦχος Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν καὶ Ἑταιρειῶν Περιωρισμένης Εὐθύνης, ποὺ πρέπει νὰ καταβάλλεται ὑπὲρ τοῦ Ταμείου Ἀλληλοβοηθείας Προσωπικοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου (ΤΑΠΕΤ), ὁρίσθηκε γενικὰ σὲ 5 ο/ο.

Δ'. ΚΑΤΑΒΟΛΗ ΣΥΝΔΡΟΜΩΝ - ΤΕΛΩΝ ΔΗΜΟΣΙΕΥΣΕΩΝ ΚΑΙ ΠΟΣΟΣΤΩΝ Τ.Α.Π.Ε.Τ.

1. Οἱ συνδρομὲς τοῦ ἐσωτερικοῦ καὶ τὰ τέλη δημοσιεύσεων προκαταβάλλονται στὰ Δημόσια Ταμεῖα ἔναντι ἀποδεικτικοῦ εἰσπράξεως, τὸ ὁποῖο φροντίζει ὁ ἐνδιαφερόμενος νὰ τὸ στείλει στὴ Γενικὴ Δ/νση τοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου.

2. Οἱ συνδρομὲς τοῦ ἐξωτερικοῦ εἶναι δυνατὸ νὰ στέλνονται καὶ σὲ ἀνάλογο συνάλλαγμα μὲ ἐπιταγὴ ἐπ' ὀνόματι τοῦ Διευθυντῆ τῶν Διοικητικῶν καὶ Οἰκονομικῶν Ὑποθέσεων τοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου.

3. Τὸ ὑπὲρ τοῦ ΤΑΠΕΤ ποσοστὸ ἐπὶ τῶν ἀνωτέρω συνδρομῶν καὶ τελῶν δημοσιεύσεων καταβάλλεται ὡς ἑξῆς:

α) στὴν Ἀθήνα: στὸ Ταμεῖο τοῦ ΤΑΠΕΤ (Κατάστημα Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου),

β) στὶς ὑπόλοιπες πόλεις τοῦ Κράτους: στὰ Δημόσια Ταμεῖα καὶ ἀποδίδεται στὸ ΤΑΠΕΤ σύμφωνα μὲ τὶς 192378/3639/1947(RONEO 185) καὶ 178048/5321/31.7.65 (RONEO 139) ἐγκύκλιες διαταγὲς τοῦ Γ.Λ.Κ.,

γ) στὶς περιπτώσεις συνδρομῶν ἐξωτερικοῦ: ὅταν ἡ ἀποστολή τους γίνεται μὲ ἐπιταγὲς μαζί μ' αὐτὲς στέλνεται καὶ τὸ ὑπὲρ τοῦ ΤΑΠΕΤ ποσοστό

Ὁ Γενικὸς Διευθυντὴς
ΑΘΑΝ. ΠΑΝ. ΣΠΗΛΙΟΠΟΥΛΟΣ

ΑΠΟ ΤΟ ΕΘΝΙΚΟ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟ